

## La pauvreté aiguë: pourquoi elle requiert une action ciblée et qui atteint-elle?

### *Que sait-on de la pauvreté aiguë?*

La pauvreté aiguë est un terme qui n'est que grossièrement défini: il vise à regrouper ceux qui se trouvent à l'extrémité inférieure du continuum de la pauvreté.

Il peut y avoir de nombreuses façons d'examiner la pauvreté aiguë, mais intuitivement, on comprend que le test fondamental est de savoir si un ménage est capable ou non de répondre à ses besoins de base (nourriture, santé et éducation, au minimum). Une façon consiste à déterminer le revenu nécessaire pour répondre à ces besoins de base et une autre consiste à examiner les obstacles rencontrés pour essayer de répondre à ces besoins de base. Pour un examen approfondi des options de mesure de la pauvreté, référez-vous au document sur le présent site web : Qu'est-ce que la pauvreté?

Dans la pratique, la communauté internationale a convenu qu'un ménage vit dans une pauvreté extrême si la consommation ou le revenu moyen de ses membres est inférieur à 1,90 \$ / jour, après les ajustements nécessaires pour refléter le pouvoir d'achat national. C'est la base du suivi de l'objectif de développement durable #1: Mettre fin à la pauvreté extrême d'ici 2030; c'est-à-dire que les progrès sont évalués sur la base du nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 \$ / jour.

L'histoire récente, cependant, nous apprend qu'une amélioration générale de la pauvreté ne signifie pas que la situation des personnes vivant dans une pauvreté aiguë est nécessairement améliorée (nous reviendrons sur ce point dans la section suivante). De même, une baisse de la prévalence de la pauvreté aiguë n'atteindra pas tous les ménages en situation de pauvreté aiguë. Intuitivement, il est facile de comprendre que les populations qui sont non seulement pauvres d'un point de vue monétaire, mais qui connaissent la pauvreté dans leurs conditions de vie, leur santé et leur accès à l'éducation sont plus à risque d'être laissées pour compte. C'est pourquoi le concept d'ultra-pauvreté a été inventé: l'ultra-pauvreté est mesurée pour déterminer le nombre de personnes confrontées à de sérieux obstacles dans au moins deux des trois domaines critiques: santé, éducation et conditions de vie; elles sont les plus susceptibles de ne pas être capables de franchir le seuil de 1,90 \$ / jour. Pour plus d'informations sur l'ultra-pauvreté, veuillez consulter [www.ultra-poverty.org](http://www.ultra-poverty.org) et le document *Développements récents en matière d'ultra-pauvreté* sur le présent site.

Ce type et cette ampleur de pauvreté est dotée de mécanismes qui se renforcent d'eux-mêmes et forment un cercle vicieux: la mauvaise nutrition et la mauvaise santé entraînent une baisse des revenus, un faible niveau de scolarité entraîne une baisse des revenus et une baisse des revenus rend le paiement des frais médicaux ou éducatifs inabordable, ce qui conduit à son tour à une détérioration des résultats nutritionnels, sanitaires ou éducatifs. Ainsi, ce ne sont pas seulement la réalisation des objectifs d'élimination de la pauvreté à l'horizon 2030 qui sont menacés, mais aussi les objectifs d'éducation et de santé, et de nombreux autres objectifs de développement durable.

En 2019, on estimait à 740 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême et à 350 millions, ceux qui vivaient dans l'ultra-pauvreté.

Les sections qui suivent traitent surtout de la pauvreté extrême mais sont largement applicables à l'ultra-pauvreté.

### ***La nécessité de cibler la pauvreté aigüe : elle ne disparaîtra pas sans des efforts spécifiques***

Il est bien connu que la croissance économique des dernières décennies a contribué à réduire la pauvreté aigüe. Les projections du Brookings Institute montrent cependant que même dans les scénarios de croissance les plus favorables et les scénarios de redistribution / équité les plus favorables aux pauvres, il y aura toujours un minimum de 100 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté extrême (pauvres monétaires) en 2030<sup>1</sup>.

L'Oxford Poverty and Human Development Initiative a réalisé une étude sur le thème plus général de l'incidence de la croissance sur la pauvreté multidimensionnelle (pauvreté exprimée en termes de privations dans les domaines de la santé, de l'éducation et des conditions de vie). Leurs conclusions suggèrent que «si la croissance économique réduit la pauvreté multidimensionnelle, cet impact n'est que partiel. Nous constatons également que la croissance économique a un impact beaucoup plus important sur la réduction de la pauvreté monétaire que sur la réduction de la pauvreté multidimensionnelle (...) Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence la nécessité pour les pays de croître afin de réduire la pauvreté, mais ils suggèrent simultanément le pouvoir limité de la croissance économique en soi pour susciter de grandes réductions de la pauvreté .. "

<http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/OPHIWP105.pdf>

Les données sur le à long terme montrent que dans le monde développement, les conditions des segments les plus pauvres de la société s'améliorent moins rapidement que pour les segments les moins pauvres (voir [http://devinit.org/wp-content/uploads/2015/09/Investments-to-End-Poverty-Report-2015\\_online.pdf](http://devinit.org/wp-content/uploads/2015/09/Investments-to-End-Poverty-Report-2015_online.pdf) , Figure 1.5): alors que le revenu médian a augmenté de 95% entre 1990 et 2011, le revenu du cinquième le plus riche a augmenté de 101% et le revenu du cinquième le plus pauvre a augmenté de 70% . En conséquence, en 1990, dans le monde en développement, le revenu médian était supérieur de 77% à celui du quintile (la tranche de 20%) le plus pauvre; en 2011, l'écart s'était creusé et le revenu médian passait à plus du double du quintile le plus pauvre.

Ces analyses sont également corroborées par les observations de praticiens de la lutte contre la pauvreté dans d'innombrables pays du monde en développement qui ont assisté à l'exclusion des populations très pauvres des gains des projets de développement économique. Ils ont noté que ces populations ont rarement accès aux ressources dont elles ont besoin et même lorsque l'accès est là, elles n'ont pas le capital humain et financier pour tirer parti de la situation; et elles sont exposés à des troubles personnels, communautaires, nationaux ou internationaux qui les laissent trop souvent sans défense. Les praticiens ont également observé qu'un appui supplémentaire en matière d'assistance, de formation, de santé, de transfert d'actifs et de soutien du revenu est nécessaire pour les accompagner sur une voie durable de sortie de la pauvreté.

---

<sup>1</sup> <https://www.brookings.edu/interactives/the-final-countdown-prospects-for-ending-extreme-poverty-by-2030-interactive/>

Il est aussi urgent d'intervenir en faveur de ceux qui sont plus susceptibles d'être laissés pour compte, parce que certains des outils les plus efficaces sont précisément en train d'être peaufinés. Toutes les interventions regroupées sous le nom de «protection sociale» (transferts monétaires, soutien aux personnes âgées, workfare...) présentent un intérêt particulier pour les personnes extrêmement pauvres si elles peuvent être correctement ciblées. Il existe de nombreuses preuves que ces interventions réduisent la pauvreté et protègent les personnes qui ont quitté la pauvreté aiguë contre les risques de rechute, et qu'elles réduisent le temps passé dans la pauvreté aiguë par ceux qui n'ont pas pu éviter d'y rechuter: dans les pays de l'OCDE, on estime que les niveaux de pauvreté et d'inégalité représentent près de la moitié de ceux auxquels on se serait autrement attendu en l'absence de tels programmes (OIT 2010)<sup>2</sup>.

La Protection Sociale dans le Monde 2014 donne une idée de l'ampleur de l'expansion du phénomène: «Il y a eu une croissance exponentielle des filets de sécurité sociale, en particulier des programmes de transferts monétaires. L'expansion des transferts monétaires est particulièrement évidente en Afrique subsaharienne. Par exemple, en 2010, 21 pays du continent (soit environ la moitié) avaient mis en place une forme de transfert monétaire inconditionnel; en 2013, le nombre avait presque doublé et des filets de sécurité sociale étaient désormais mis en place dans 37 pays africains. À l'échelle mondiale, le nombre de pays disposant de transferts monétaires conditionnels est passé de 27 en 2008 à 52 en 2013, tandis que les pays ayant des travaux publics pour les pauvres sont passés de 62 en 2011 à 85 pays en seulement deux ans<sup>3</sup>. La Protection Sociale dans le Monde 2017 déclare en outre: «Le nombre de pays en développement dotés de filets de sécurité sociale a doublé au cours des deux dernières décennies, passant de 72 à 149 pays. Cela signifie que presque tous les pays en développement du monde ont des programmes de sécurité sociale. En termes de transferts monétaires, en particulier, 97% des pays d'Europe et d'Asie centrale et d'Afrique subsaharienne en ont, et d'autres régions rattrapent leur retard.<sup>4</sup> Les données du rapport montrent que 122 pays en développement ont des transferts monétaires inconditionnels et 67 ont un programme de transferts monétaires conditionnels. Bien ciblés, ces filets de sécurité ont le potentiel de créer une brèche sans précédent dans la pauvreté aiguë sur la planète.

Et il existe désormais des preuves supplémentaires que les programmes de protection sociale stimulent la croissance économique, ce qui aide encore plus les personnes extrêmement pauvres. Cela se produit de plusieurs manières aux niveaux macro et méso, mais aussi simplement au niveau micro où on a pu par exemple documenter que les bénéficiaires des transferts utilisaient une partie des fonds reçus pour acheter des actifs productifs afin d'augmenter leurs revenus au Mexique, au Mozambique, Afrique du Sud, Nicaragua, Lesotho, Zambie, Bolivie, Brésil, Kenya et Malawi.<sup>5</sup>

### ***Qui sont ces populations qui vivent dans la pauvreté aiguë?***

---

<sup>2</sup> Quoted in <http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/SP-Discussion-papers/430578-1331508552354/1203.pdf>

<sup>3</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/302571468320707386/pdf/879840WPOFINAL00Box385208B00PUBLIC0.pdf>

<sup>4</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/811281494500586712/pdf/114866-WP-PUBLIC-10-5-2017-10-41-8-ClosingtheGapBrochure.pdf>

<sup>5</sup> Ibid.

Nous savons très peu de choses sur les personnes en situation de pauvreté aigüe, mais les conclusions du Chronic Poverty Research Centre résumées dans le rapport P20<sup>6</sup> montrent qu'en termes généraux, dans la pauvreté extrême...

«Les gens sont plus susceptibles d'être des travailleurs occasionnels que d'avoir un emploi sûr - travaillant souvent dans des environnements dangereux et assujettis à l'exploitation.

Les enfants et les personnes âgées travailleront, mais pour des rendements très faibles. (...)

Les familles ont très peu de biens, donc une maladie, la perte d'un travail, une coulée de boue ou une sécheresse peuvent pousser les gens dans une pauvreté plus profonde et parfois intergénérationnelle.

Les personnes sont également susceptibles d'être freinées par une discrimination qui renforce les désavantages - cela peut être dû à leur lieu de résidence ou à des aspects de leur identité tels que le sexe, la religion et la caste, l'orientation sexuelle, le handicap, l'âge et la nationalité. »

Le Chronic Poverty Advisory Network a examiné spécifiquement les caractéristiques des personnes en situation de pauvreté extrême qui n'ont pas réussi à sortir de la pauvreté en dépit des progrès généraux au chapitre des objectifs du Millénaire pour le développement. Ils constatent, entre autres, que les laissés-pour-compte sont plus susceptibles de ne pas posséder de biens (bétail ou terres) et même de ne pas pouvoir se permettre de louer les terres de quelqu'un d'autre.

En outre, les données du Centre de recherche sur la pauvreté chronique soulignent qu'entre 20% et 60% des personnes qui ont échappé à l'extrême pauvreté dans six pays ont rechuté en 10 ans. Alors que certaines personnes échappent à la pauvreté et améliorent progressivement leurs conditions de vie, d'autres vivent dans des conditions de vulnérabilité, à un cheveu de perdre tout gain après un événement imprévu ou un ensemble malheureux de circonstances.

Les personnes extrêmement pauvres sont en grande partie invisibles; par conséquent, n'ont pas beaucoup de poids politique et reçoivent très peu d'attention. Nous savons cependant qu'elles vivent principalement en marge de la société dans la mesure où elles sont victimes de deux types d'inégalités aggravantes: une forte inégalité bien sûr par rapport au quintile plus riche de leur propre pays mais aussi une inégalité disproportionnée entre les pays (un Indien très pauvre est susceptible d'être parmi les 5% les plus pauvres de la planète alors qu'un Américain très pauvre serait parmi les 40% les plus riches, tandis qu'un Indien très riche serait probablement parmi les 30% plus riches, alors que l'Américain très riche serait parmi les 1% les plus riches). Et cette inégalité n'est pas statique mais s'aggrave avec le temps: alors que pratiquement tous les autres groupes de revenus ont vu leur revenu augmenter entre 1988 et 2008, les 5% les plus pauvres n'ont bénéficié d'aucune augmentation.<sup>7</sup>

L'Oxford Poverty and Human Development Institute (OPHI) fait état des probabilités attachées à certains types de privations parmi les citoyens des pays en développement. Par exemple, ils indiquent que 53% des 5,2 milliards de personnes dans les pays en développement manquent de combustible de cuisson propre et que 40% manquent d'assainissement. Les personnes extrêmement pauvres sont bien sûr très probablement parmi celles qui doivent faire face à ces privations. L'OPHI signale également qu'une proportion beaucoup plus faible vit dans un ménage où un enfant est décédé au cours des 5 dernières années (17%), où personne de 10 ans ou plus n'a terminé plus de 5 ans de scolarité (14%) ou où un

---

<sup>6</sup> <http://devinit.org/wp-content/uploads/2017/03/P20-Initiative-baseline-report.pdf>

<sup>7</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/959251468176687085/pdf/wps6259.pdf>

enfant ne fréquente pas l'école jusqu'à la 8e année (14%). Les personnes extrêmement pauvres sont celles qui sont les plus susceptibles de subir ces formes graves de privation.

L'OPHI suit le nombre de personnes vivant dans ce qu'elle appelle la pauvreté sévère (une forme de pauvreté aiguë) et sa prévalence dans les zones rurales et urbaines. La différence est frappante: sur la base des données de 2017, il y a 35 pays dans le monde où la prévalence de la pauvreté sévère dans les zones rurales est supérieure à 30% mais il n'y a que 3 pays, le Soudan du Sud, le Tchad et la Somalie, où la prévalence de la pauvreté sévère dépasse 30% en milieu urbain. De même, il y a 18 pays où la prévalence de la pauvreté sévère dans les zones rurales est supérieure à 50%, et il n'y a qu'un seul pays, le Soudan du Sud, où la même prévalence est supérieure à 50% dans les zones urbaines. Ce niveau de ruralité rend la pauvreté aiguë encore moins visible pour les politiciens et les médias, qui sont basés dans les capitales. Les très pauvres des zones rurales courent un risque beaucoup plus élevé d'être laissés pour compte.

### ***La disparité entre les sexes dans l'incidence de la pauvreté extrême***

Le déséquilibre entre les sexes est souvent très difficile à documenter car la plupart des données proviennent d'enquêtes où le ménage est l'unité de mesure. En d'autres termes, les enquêtes tendent à mesurer si les ménages sont pauvres, pas les personnes.

Nous savons, cependant, que les femmes sont plus susceptibles de recevoir des salaires inférieurs, plus susceptibles d'être analphabètes et plus susceptibles de faire face aux conséquences de la mauvaise santé (ce sont elles qui prennent soin des membres de la famille qui sont malades) et connaissent des problèmes de santé uniques (manque de personnel qualifié et, par conséquent, morbidité et mortalité liées à la grossesse, à l'anémie, et aux infections dues à un pouvoir de négociation sexuelle inégal). Nous savons également que les filles sont confrontées à l'influence défavorable de la répartition inéquitable des tâches ménagères selon le sexe, qui nuit aux résultats scolaires des filles.

Les femmes sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les hommes. UNWomen rapporte qu'en Afrique subsaharienne, par exemple, «les femmes sont surreprésentées dans les ménages pauvres, principalement parce qu'elles sont moins susceptibles d'avoir un travail rémunéré, et même lorsqu'elles en ont un, elles sont, en moyenne, moins bien payées que les hommes. Les données des enquêtes démographiques et sanitaires montrent que dans 29 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les femmes de 15 à 49 ans sont beaucoup moins susceptibles de gagner un revenu monétaire que les hommes de la même catégorie d'âge. Alors que 83% des hommes ont gagné un revenu en espèces au cours des 12 mois précédant l'enquête, cela n'était vrai que pour 33% des femmes. Dans tous les pays et régions, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir accès à un travail décent, à des actifs et à un crédit formel.<sup>8</sup> » Les mêmes déséquilibres se retrouvent probablement parmi les personnes extrêmement pauvres, peut-être même exacerbés par le fait que les écarts entre les femmes très pauvres et la moyenne des femmes se sont agrandis.

En effet, selon le Chronic Poverty Research Center, les femmes les plus pauvres ont moins profité de l'augmentation du niveau de scolarité que la moyenne des femmes, et leur écart en matière d'éducation par rapport à la médiane a augmenté. L'écart entre l'âge moyen du mariage des filles les plus pauvres

---

<sup>8</sup> [http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/sg%20report\\_synthesis-en\\_web.pdf?vs=5547](http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/sg%20report_synthesis-en_web.pdf?vs=5547)

par rapport au quintile médian a augmenté de façon significative. Dans les années 1990, les filles les plus pauvres se sont mariées 0,46 ans plus tôt que la moyenne tandis que dans les années 2000, elles se mariaient 0,72 ans plus tôt. Elles ont moins de contrôle sur les dépenses des ménages.

Le manque d'accès aux services de santé est un autre domaine qui affecte les femmes de manière disproportionnée. L'anémie, causée par une mauvaise nutrition et des carences en fer et autres micronutriments, touche 41,8% des femmes enceintes dans le monde. Et en 2012-2017, 23% des naissances n'ont pas été assistées par du personnel de santé qualifié en Asie centrale et du Sud, et ce chiffre grimpe à près de 50% en Afrique subsaharienne. En raison d'un pouvoir de négociation sexuelle inégal, chez les femmes de 15 à 24 ans, le taux de nouvelles infections à VIH reste au moins deux fois plus élevé que celui des hommes du même groupe d'âge en Afrique subsaharienne.<sup>9</sup>

Enfin, il convient de noter que de nombreux cas de pauvreté extrême sont occasionnés ou aggravés par des crises et des situations de catastrophe naturelle, et dans ces situations également, les femmes sont, depuis des décennies, plus vulnérables: «Après le cyclone de 1991 au Bangladesh, le taux de mortalité féminine dans la tranche d'âge 20-44 ans était de 71 pour 1 000, contre 15 pour 1 000 pour les hommes. De même, en Indonésie et au Sri Lanka, plus de 70% des victimes du tsunami de 2004 étaient des femmes et lorsque le cyclone Nargis a frappé le Myanmar en 2008, 61% des victimes étaient des femmes ».<sup>10</sup>

---

### *Questions pour favoriser l'auto-apprentissage*

*Pourquoi faut-il se préoccuper spécifiquement de la pauvreté aigüe quand on cherche à combattre la pauvreté?*

*Que sait-on des conditions dans lesquelles les ménages victimes de la pauvreté aigüe vivent?*

*Quels sont certains des exemples d'inégalités entre sexes en matière de pauvreté extrême?*

---

<sup>9</sup> <https://www.theglobalfund.org/en/hivaids/>

<sup>10</sup> [http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2016/fpi%20brief-gir\\_v2.pdf?vs=2816](http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2016/fpi%20brief-gir_v2.pdf?vs=2816)